

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/93/Add.1

9 décembre 2003

(03-6516)

---

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

**RECONDUCTION DE LA PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION AU TITRE  
DE L'ARTICLE 27.4 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES  
COMPENSATOIRES POUR L'ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS À  
L'EXPORTATION CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 10.6 DE  
LA DÉCISION MINISTÉRIELLE SUR LES QUESTIONS ET  
PRÉOCCUPATIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE**

COLOMBIE

Régime de zones franches

*Décision du 8 décembre 2003*

Addendum

1. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité"),
2. *Notant que* la Colombie réaffirme l'obligation qui lui incombe au titre de l'Accord SMC d'éliminer toutes les subventions à l'exportation,
3. *Ainsi que le lui a prescrit* la quatrième Conférence ministérielle dans sa Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17, 20 novembre 2001) (la "Décision"),
4. *Suivant* les "Procédures pour les prorogations au titre de l'article 27.4 pour certains pays en développement Membres" (G/SCM/39, 20 novembre 2001) (les "Procédures"), y compris le paragraphe 1 d) et 1 e) desdites procédures,
5. *Tenant compte* de la demande et des autres renseignements notifiés présentés par la Colombie au Comité<sup>1</sup>, conformément au paragraphe 10.6 de la Décision, pour le régime de zones franches (le "programme"),
6. *Rappelant* qu'il a considéré, aux fins de la décision figurant dans le document G/SCM/93 prise par le Comité le 13 décembre 2002, que la Colombie est un pays en développement Membre qui remplit les conditions requises pour demander une prorogation conformément à l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"Accord SMC"),
7. *Rappelant* que le paragraphe 10 de la décision figurant dans le document G/SCM/93 prise par le Comité le 13 décembre 2002 dispose ce qui suit:

---

<sup>1</sup> Les renseignements notifiés sur la base desquels la présente décision est prise figurent dans les documents G/SCM/N/74/COL (15 janvier 2002), G/SCM/N/74/COL/Suppl.1 (5 février 2003), G/SCM/N/71/COL (7 janvier 2002), G/SCM/N/99/COL (4 juillet 2003), et G/SCM/Q3/COL/1 (22 février 2002) à G/SCM/Q3/COL/29/Corr.1 (27 novembre 2003 – en anglais seulement).

"La période durant laquelle la prorogation accordée peut être reconduite sur la base des Procédures va jusqu'à la fin de l'année civile 2004. Cette reconduction fera l'objet d'un réexamen annuel par le Comité aux fins et sous réserve des conditions énoncées au paragraphe 1 d) et 1 e) des Procédures, suivant les modalités ci-après:

- i) La Colombie assurera la conformité de ses lois et réglementations avec les engagements pris dans la présente décision. La période de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation décrites au paragraphe 9 ne sera en aucun cas prorogée au-delà de 2006, y compris le délai final de deux ans prévu dans la dernière phrase de l'article 27.4 de l'Accord SMC. En conséquence, les autorités colombiennes adopteront des mesures appropriées pour se conformer à la présente décision. Entre autres, la Colombie entreprendra la réforme de sa législation le 30 juin 2003 au plus tard, de façon à la rendre conforme à la présente décision.
- ii) La Colombie renonce à son droit de demander la reconduction de la prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, qui est prévu au paragraphe 1 f) des Procédures, pour le programme.
- iii) La Colombie renonce à son droit d'utiliser la totalité de la période prévue au paragraphe 1 e) des Procédures pour le programme."

8. *Tenant compte* du fait que la Colombie réaffirme sa volonté d'éliminer les subventions à l'exportation conformément aux engagements pris tant dans la présente décision que dans la décision figurant dans le document G/SCM/93 du 13 décembre 2002, qui est applicable dans son intégralité,

9. *Notant* que la Colombie a présenté un calendrier<sup>2</sup> pour adapter sa législation nationale conformément à la présente décision et à la décision qui figure dans le document G/SCM/93, et que la Colombie accepte de mettre en œuvre toutes les modifications législatives nécessaires au plus tard le 31 décembre 2004 de façon à assurer, au plus tard le 31 décembre 2006, l'élimination des subventions à l'exportation au titre du programme qui sont accordées au niveau national ou dans tout type de juridiction ou de zone économique spéciale tel que le département, le district et la municipalité, pour ne citer que quelques exemples à titre d'illustration, conformément au paragraphe 10 de la décision figurant dans le document G/SCM/93,

10. *Prenant note* de ce que la Colombie confirme que le programme n'a pas été modifié depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003 de manière à être rendu plus favorable, en ce qui concerne la portée, le champ d'application et l'intensité des avantages, qu'il ne l'était au 1<sup>er</sup> septembre 2001,

11. *Sur la base* du réexamen des renseignements notifiés effectué par le Comité conformément au paragraphe 1 d) et 1 e) des Procédures et au paragraphe 10 de la décision figurant dans le G/SCM/93 pour vérifier que la Colombie a respecté, pendant la période considérée par le Comité en 2003, les obligations qui lui incombait en ce qui concerne le programme au titre des dispositions relatives à la transparence et au statu quo contenues dans les paragraphes 3 et 4 des Procédures, en rapport avec le programme tel qu'il existait au 1<sup>er</sup> septembre 2001, et pour vérifier que la Colombie a respecté les autres obligations qui lui incombent conformément à la décision figurant dans le document G/SCM/93, et sur la base des engagements pris par la Colombie dans la présente décision, qui feront l'objet, jusqu'à l'année civile 2006, d'une notification annuelle de la part de la Colombie et d'un examen annuel en matière de transparence par le Comité,

---

<sup>2</sup> Document G/SCM/93/Add.1/Suppl.1.

12. *Convient de* reconduire, jusqu'au 31 décembre 2004, la prorogation accordée dans le document G/SCM/93 de la période de transition, au titre de l'article 27.2 b) de l'Accord SMC, pour l'élimination des subventions à l'exportation qui prennent la forme d'exonérations, en totalité ou en partie, des droits d'importation et des taxes intérieures et qui existaient dans le cadre du programme au 1<sup>er</sup> septembre 2001. Toutes les modalités et conditions et autres dispositions de la décision figurant dans le document G/SCM/93 seront d'application.

13. *Ni* la présente décision ni celle qui figure dans le document G/SCM/93 ne s'appliquent aux subventions à l'exportation autres que celles qui prennent la forme d'exonérations, en totalité ou en partie, des droits d'importation et des taxes intérieures accordées au niveau national ou dans tout type de juridiction ou de zone économique spéciale tel que le département, le district et la municipalité, pour ne citer que quelques exemples à titre d'illustration, et qui existaient dans le cadre du programme (régime de zones franches) au 1<sup>er</sup> septembre 2001.

14. *Aucune déduction* ne devrait être tirée de la présente décision en ce qui concerne toutes décisions du Comité de proroger ou de reconduire la prorogation des périodes de transition pour l'élimination des subventions à l'exportation par d'autres Membres.

---